QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (P.8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
23 janvier 1976

No 414

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Cognac

PLUSIEURS MILLIERS DE VITICULTEURS EN COLERE

Une nouvelle fois la colère des paysans s'est manifestée hier, à Cognac, où de violents affrontements ont opposé plusieurs milliers de viticulteurs aux CRS et gardes-mobiles.

Ces heurts se sont produits à la fin d'une vaste manifestation de viticulteurs qui s'approchait du siège du Bureau national du cognac gardé par plusieurs cordons de CRS. Des tirs nourris de grenades lacrymogènes ont fait quatre blessés parmi les manifestants, plusieurs policiers étant, de leur côté, touchés par des jets de pierres.

La tension est vive depuis plusieurs semaines dans les milieux viticoles de Charente et de Charente-maritime qui orientent leur production vers la distillation. En raison de stocks importants d'eaux de vie, les autorisations de commercialisation de la dernière récolte ont été sensiblement réduites, entraînant une importante chute du revenu des viticulteurs. Plusieurs manifestations ont eu lieu ces jours derniers. Lundi le Bureau national du cognac était envahi par les producteurs.

A ces manifestations, le gouvernement a répondu une nouvelle fois par les CRS et la répression ; une douzaine d'arrestations ont été effectuées au cours de la manifestation d'hier. Elles ne feront que renforcer la colère des paysans viticulteurs et leur volonté de lutte.

L'ENJEU EUROPÉEN

La publication récente du « Rapport Tindemans», préconisant une accélération de la construction de l'Unité européenne, est un point de cristallisation des contradictions aiguës au sein de la bourgeoisie.

Rapidement Chalandon, député UDR, ancien ministre, s'empare de la revendication de l'intégration militaire européenne en écrivant crûment

Aujourd'hui la préoccupation principale nous vient de l'Est. Pourquoi parle-t-on de plus en plus d'un péril soviétique, même si, au nom de la détente, tout le monde fait semblant de l'ignorer.»

De son côté Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'UDR, part en guerre contre «l'orientation européenne et atlantiste» du gouvernement remanié et réaffirme son hostilité à l'Union européenne qu'il qualifie de «vouée au veau d'or américain».

Il reçoit aussitôt – rien d'étonnant à cela – les félicitations empressées et un puissant appel du pied de la part du PCF. *«M. Sanguinetti a raison de critiquer vertement ceux qui estiment que les nations ne sont plus capables d'assumer leur destin»*, écrit l'Humanité du 20.1.76.

Le récent limogeage de l'amiral Antoine Sanguinetti, frère du précédent, connu pour exprimer vertement ses critiques sur la politique de défense nationale du gouvernement Giscard, est aussi à replacer dans ce contexte d'une bourgeoisie qui s'entre-déchire sur la meilleure manière de préserver ses profits au sein de la crise actuelle du capitalisme et dans un contexte international de plus en plus alourdi par la rivalité accrue des deux superpuissances pour l'hégémonie : en se tournant vers l'URSS, vers les USA ou bien vers une Europe à vocation indépendante ?

La publication, ces derniers jours, d'un «nouveau manifeste pour l'indépendance de l'Europe» signé par un certain nombre de personnalités de la majorité gouvernementale marque une nette tendance en ce sens. Mais il est immédiatement pris à partie par d'autres éléments de la bourgeoisie qui s'empressent de le dénoncer comme «une supercherie antinationale qui vise à rallier les gaullistes à l'Europe germano-américaine».

Voilà qui comble d'aise le PCF qui cherche ainsi à les utiliser pour exécuter au nom de «la défense de l'indépendance nationale», les directives de ses maîtres de Moscou de s'opposer par tous les moyens à la construction de l'Unité européenne. Celle-ci, rassemblant en un bloc homogène les forces économiques, politiques, militaires de tous les pays européens, s'opposerait de façon beaucoup plus efficace aux ambitions de domination de Brejnev sur le continent. Elle créerait aussi de meilleures conditions pour les peuples européens pour affronter la nouvelle guerre mondiale que la rivalité soviéto-américaine, et particulièrement l'agressivité de l'URSS, prépare immanquablement. Car pendant que les différentes fractions de la bourgeoisie s'entre-déchirent pour savoir au profit de qui se fera l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple de France, ceux-ci avancent d'un pas sûr dans la voie de l'indépendance et de la révolution.

Violents combats au Sahara occidental

L'Agence algérienne de presse rapporte que de durs combats se déroulent actuellement dans la région d'Argoub entre les combattants du F. POLISARIO et des unités de l'armée d'invasion mauritanienne. Au cours de ces affrontements, de lourdes pertes matérielles ont été infligées aux Mauritaniens qui comptent 18 tués et 22 blessés.

L'agence dénonce également les bombardements perpétrés par l'aviation marocaine, les 18 et 19 janvier, sur plusieurs camps de réfugiés sahraouis, qui ont fait de très nombreuses victimes parmi les femmes et les enfants.

Combattants du F. POLISARIO devant un blindé marocain détruit.

PORTUGAL : REGAIN DE TENSION A LISBONNE

Un jeune homme tué par balle, un policier grièvement blessé par balle également et cinq personnes hospitalisées, tel est le résultat des violents incidents qui ont éclaté mercredi après-midi sur le «Rossio», la place centrale de Lisbonne, entre manifestants et policiers. Les manifestants regroupaient des grévistes du secteur commercial et des ouvriers syndicalistes du téléphone, du livre et de la santé, sympathisants du MRPP. L'origine de la fusillade qui a éclaté n'est pas encore éclaircie. Selon des témoins, des coups de feu auraient été tirés de la foule en direction des policiers qui ont riposté aussitôt.

En fin d'après-midi, mercredi, Lisbonne, dont le centre est quadrillé de patrouilles de policiers armés de fusils G3, avait retrouvé son aspect tendu des derniers jours de l'année 1975.

L'idée d'une provocation circulait rapidement dans la capitale portugaise, où chacun se souvient des incidents du 1er janvier dernier, devant la prison de Cutoias, à Porto, qui avaient fait quatre morts et dont les causes ne sont toujours pas éclaircies.

Dans un climat politique alourdi par les révélations du «complot du 25 novembre» et une vague d'attentats de l'extrême droite – 87 ont été commis durant les cent derniers jours – la situation politique portugaise connait actuellement un regain de tension.

le monde en marche

Kissinger à Moscou

UN APRE MARCHANDAGE

Le second accord «Salt» qui fait l'objet des actuelles discussions entre Kissinger et Brejnev est destiné à remplacer l'accord intérimaire (Salt 1) conclu en 1972 entre Brejnev et Nixon, qui arrive à expiration en 1977, sous couvert de la «limitation» des armements stratégiques entre les deux pays ; il aurait, en fait, pour conséquence de donner à l'URSS la parité nucléaire avec les USA. Brejnev en fait volontiers la pierre de touche de la «détente».

Mais celui-ci a eu les dents trop longues, ces derniers temps, et son agressivité décuplée, notamment son intervention militaire à peine camouflée, en Angola, inquiète de plus en plus les Américains qui commencent à se demander si le jeu en vaut vraiment la chandelle.

L'accord est donc loin d'être parfait entre les deux compères, jusque-là d'accord pour chanter ensemble les louanges de la «détente». Kissinger entend obtenir des assurances de Moscou, sur un éventuel retrait en Angola et marchander son accord pour la signature des Salt. De cela Brejnev ne veut pas entendre parler.

«Je n'ai aucune question à poser sur l'Angola. L'Angola n'est pas mon pays» a déclaré Brejnev aux journalistes.

«Il sera certainement question de l'Angola. J'en parlerai certainement» a rétorqué Kissinger.

Cette situation explique la prudence observée des deux côtés sur l'issue possible des négociations et l'avertissement lancé par Kissinger, annonçant que tout avantage gagné par l'une des deux superpuissances sur l'autre pourrait conduire à des «catastrophes».

LA PRESSE CHINOISE DENONCE L'AGRESSION SOCIALE-IMPERIALISTE EN ANGOLA

Dans un article intitulé «celui qui joue avec le feu se brûlera», le «Quotidien du peuple», organe central du Parti communiste chinois, dénonce l'agression russe contre l'Angola et maintenant le Zaïre et déclare :

«Bien qu'il arbore l'enseigne du "socialisme", le révisionnisme soviétique agit de la même façon que l'impérialisme. Le social-impérialisme emprunte le chemin sanglant frayé par l'impérialisme ancienne manière. Et pour se disputer l'hégémonie avec une autre superpuissance et pour procéder cupidement à l'expansion et au pillage, il peut provoquer aujourd'hui une guerre civile en Angola, et il pourra demain étendre ses tentacules agressifs dans d'autres pays souverains d'Afrique et massacrer leurs peuples...

»Les flammes de guerre en Angola et les fusées de fabrication soviétique tombées sur le sol zaïrois ont aidé un nombre croissant de personnes à voir clairement les vrais traits du social-impérialisme soviétique.

»Le peuple zaïrois et les autres peuples africains sont peuples héroïques qui osent lutter... Le révisionnisme soviétique qui joue avec le feu se brûlera à coup sûr. Les flammes de guerre qu'il a allumées en Afrique pour massacrer le peuple le dévoreront un jour».

Jacques Jurquet
LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
****
Déjà sortis : tomes 1 et 2
tome 1 : 18 F – tome 2 : 45 F
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris – Tél. : 202.87.05

Le porte-parole de l'OLP en France

LE PEUPLE PALESTINIEN NE SERA RECONNU QUE PAR SA LUTTE

Au cours du récent déjeuner de l'Association de la presse diplomatique, M. Ezzedine Kalak, porte-parole de l'OLP en France, a abordé l'objectif et les moyens de lutte du peuple palestinien. Il a notamment déclaré (1) :

VICTOIRE A L'ONU : LA LUTTE CONTINUE

«L'invitation de l'OLP comme membre à part entière à participer au débat du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question palestinienne prouve que cette question reste centrale au Moyen-Orient et non secondaire. Elle confirme ainsi la représentativité de l'OLP.

»Mais notre victoire à l'ONU ne résoudra rien si nous ne poursuivons pas notre offensive politique, militaire, sociale.

»Nous sommes pessimistes quant à une résolution acceptable pour nous qui serait adoptée à l'issue de ce débat car les USA mettront leur veto si seulement le mot «droit» du peuple palestinien est employé. Le représentant US le répète chaque jour depuis le 12 janvier.

»Après la guerre de juin 1967, l'ONU a voté la résolution 242 mais il a fallu 8 ans et une autre guerre en octobre 1973 pour qu'Israël se retire un petit peu du Sinaï.

»Nous voulons rentrer chez nous, donc être reconnus en tant que peuple. Le peuple palestinien imposera cela par la lutte et non par la négociation directe avec Israël qui ne nous considère que comme des fantômes, et qui d'ailleurs s'est retiré de l'ONU pour le débat présent puisque nous y étions.»

Répondant aux diverses questions des journalistes, Ezzedine Kalak précisait :

OUI A UNE ENTITÉ PALESTINIENNE EN CISJORDANIE MAIS...

«Oui, nous établirons, conformément à notre programme en 10 points adopté au Caire, après la guerre d'Octobre 1973, notre autorité sur toute parcelle du territoire libéré. Mais nous sommes devant une dure réalité : il n'y a pas encore de territoire libéré malgré le long chemin parcouru en 10 ans de luttes et nos nombreuses victoires militaires et diplomatiques. L'établissement d'une entité nationale palestinienne est encore lointain. Il nous faudra encore lutter contre les forces hostiles et nous gagner encore plus la compréhension internationale.»

LE PEUPLE PALESTINIEN NE SERA RECONNU QUE PAR SA LUTTE

«L'ONU est devenu un lieu de combat pour la communauté internationale qui lutte pour la libération des territoires occupés par l'impérialisme et Israël.

»Ce n'est pas la résistance palestinienne qui empêche la conférence de Genève de se tenir. On nous invite à nous prononcer sur Genève mais pas à y participer...

»Il faudrait être fou pour répondre à cette question. Avec le mirage de Genève, Israël veut gagner du temps, prolonger le statu quo ; aux USA Ford veut attendre sa réélection et de toute manière, après le débat à l'ONU, Genève sera mis aux oubliettes.»

(1) Les déclarations de M. Ezzedine Kalak sont reproduites à partir de notes écrites, et non d'un enregistrement mot à mot.

Une torpille soviétique à l'origine du naufrage ?

REVELATIONS AUTOUR DE LA DISPARITION DU «BERGE ISTRA»

Il y a presque un mois, un minéralier norvégien de 224 000 tonnes, le «Berge Istra», disparaissait dans l'océan Pacifique, au nord de la Nouvelle Guinée. Les recherches les plus importantes jamais entreprises pour retrouver trace d'un navire disparu ne donnaient aucun résultat. Pourtant il y a quelques jours, un navire japonais recueillit deux naufragés du «Berge Istra». Leur témoignage sur les circonstances de la disparition du navire confirme une thèse qui commence à circuler avec persistance sur les raisons de ce naufrage.

Les experts s'interrogeaient déjà sur le fait que ce navire – d'une superficie égale à celle de trois terrains de football – ait pu sombrer sans même émettre le moindre message de détresse. La déclaration des rescapés confirment leurs questions : le «Berge Istra» aurait coulé en moins de 45 secondes après une série de trois explosions successives d'une très grande violence.

Hier un quotidien japonais formulait l'hypothèse que chacun envisage en affirmant : «Seule une torpille tirée contre le "Berge Istra" a pu faire couler ce navire.» Le quotidien rappelle que des sous-marins des superpuissances croisaient dans l'océan Pacifique au cours du mois de décembre, lorsque le navire a sombré. Le département américain de la Défense vient par ailleurs de révéler que la marine soviétique avait effectué des manœuvres avec pour cibles fictives des pétroliers se rendant du Golfe Persique en Europe et aux États-Unis.

Cette thèse est confirmée par un expert japonais en construction maritime qui a déclaré qu'il était «impensable» qu'un navire transportant du minerai de fer coule après trois explosions à bord, dans des circonstances normales.

Ce serait différent, a-t-il ajouté, si un facteur extérieur était intervenu, tel que des tirs d'explosifs. L'agence de la Sécurité maritime a déclaré pour sa part qu'il est «inimaginable» qu'un minéralier puisse exploser.

Une affaire à suivre de près !

nouvelles du monde

VIETNAM : UNE DÉLÉGATION CHINOISE A SAIGON

Une délégation chinoise représentant le Comité révolutionnaire de la ville de Que Lam, dans la province de Kouangsi, vient d'achever une visite à Saïgon. Durant son séjour elle a été reçue notamment par le président du gouvernement provisoire (GRP).

La province du Kouang-si, proche de la frontière de la RDVN, a servi pendant les deux guerres d'Indochine, de refuge pour les combattants révolutionnaires vietnamiens, ou même pour la population, notamment lorsque celle-ci était soumise aux bombardements massifs des Américains.

ACCORD ÉCONOMIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET LA CEE

Un accord portant sur la coopération commerciale, financière et économique a été conclu entre l'Algérie et la CEE pour une durée illimitée.

La CEE accordera le libre accès, en franchise de douane, aux produits industriels algériens et veillera à ce que les travailleurs algériens installés dans les pays de la communauté ne soient l'objet d'aucune discrimination. Elle accordera également à l'Algérie un prêt à long terme et à bas intérêt.

De semblables accords doivent être conclus prochainement avec l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Ils sont destinés à renforcer les liens de la CEE avec les pays méditerranéens.

TIMOR-EST : CONTRE-ATTAQUE DU FRETILIN

Les forces armées de la République démocratique de Timor Oriental, contre-attaquant les envahisseurs indonésiens, ont repris. Liquica, Bazartete et Maubara, bourgs de la côte nord, à l'ouest de la capitale Dili.

Elles ont également coupé la liaison entre Baucau et l'aéroport, à 32 km au Sud.

La radio du Timor Oriental dénonce l'utilisation, par les troupes indonésiennes, de produits chimiques toxiques et les bombardements de villages qui ont fait de nombreuses victimes parmi les femmes et les enfants.

ESPAGNE : ISOLEMENT DE LA JUNTE DÉMOCRATIQUE

Alors que les luttes de classes sont en plein essor dans toute l'Espagne et que la revendication de droits démocratiques est étroitement liée aux revendications économiques des ouvriers et paysans, la manifestation convoquée par les forces de la Junte démocratique sur le thème de l'amnistie a connu un véritable échec.

Moins de 10 000 personnes, à Madrid, ont répondu à l'appel de la Junte démocratique, sans même réussir à se regrouper. L'absence des ouvriers à cette manifestation a été particulièrement remarquable à une époque de vifs conflits avec le patronat et le gouvernement. Cela prouve clairement que la classe ouvrière espagnole ne nourrit aucune illusion sur les intentions réelles du parti révisionniste de Santiago Carrillo.

nouvelles intérieures

La tension militaire en Méditerranée

On sait que dernièrement des unités de la défense maritime française ont rejoint l'escadre de Méditerranée, dont 2 porte-avions. La répartition militaire entre Atlantique et Méditerranée a toujours dépendu de la situation politique autour de notre pays, le dernier équilibrage date de 1955.

Pourquoi donc ce nouveau mouvement ? Un article du journal officiel de l'armée, «Tam», en donne des raisons bonnes à connaître. Après avoir souligné les nouveaux rapports de force dans la région méditerranéenne, il affirme :

«On est arrivé à ce paradoxe également de voir que des nations non riveraines entretiennent en Méditerranée des flottes dont l'importance dépasse de loin les escadres françaises et italiennes ; qu'il suffise de rappeler que la flotte soviétique en Méditerranée varie depuis 1966 entre 35 et 50 navires, avec, en moyenne, 12 sous-marins et 18 bâtiments de surface dont un porte-hélicoptère. L'exercice «Okéan 75» qui s'est déroulé en avril 75 a montré d'ailleurs l'effort de la marine soviétique pour élargir ses missions à l'échelle mondiale et de grandes unités ont opéré à cette occasion en Méditerranée avec un thème comportant des concentrations de navires en Méditerranée occidentale et des franchissements de barrages de sous-marins. Les Etats-Unis font un effort analogue et déploient en permanence les unités de la 6è flotte qui comprend en moyenne une vingtaine de bâtiments dont deux porte-avions, des sous-marins d'attaque, des navires amphibies et plusieurs bâtiments logistiques et auxiliaires. Il est indéniable que cette concentration d'unités et la situation tendue dans certains pays riverains font désormais de la Méditerranée un secteur sensible du monde.» («Tam» — 27 novembre 75 — No 299).

Les bâtiments des deux superpuissances renforcent également leur activité dans les détroits du Bosphore et des Dardanalles. En 1975, 243 bâtiments de guerre étrangers ont traversé ces détroits, navires soviétiques pour la plupart, et pour certains, munis de missiles.

La rivalité des deux superpuissances en Méditerranée et notamment l'expansion folle des forces navales soviétiques dans cette région, font peser une menace de plus en plus lourde et de plus en plus précise sur la sécurité des pays riverains qui, sentant le danger, commencent à s'y opposer de plus en plus fermement.

Les peuples méditerranéens les poussent dans cette voie en faisant résonner de plus en plus haut les justes mots d'ordre : «La Méditerranée aux Méditerranéens», «Lac de paix, oui ! flottes soviéto-américaines non !»

Ou l'on reparle des abattoirs de la Villette

Après une longue période de discrétion imposée, une nouvelle «opération la Villette» vient d'être relancée à l'initiative de l'Élysée.

Un «concours d'idées» va être inauguré par le préfet de Paris pour savoir que faire des terrains sur lesquels ont été construits les abattoirs. C'est assez cynique quand on se souvient de l'énorme scandale qu'avait représenté la construction de cette opération. Décidée en 1958, son budget avait alors été fixé à 173 millions. Fin 1969, quand «l'affaire» proprement dite a éclaté, il fallait 1,25 milliard pour achever les travaux.

Le scandale éclate en décembre 69, quand le député UDR, Michel de Grailly, président de la société d'Économie mixte de la Villette, réclame au Conseil de Paris une nouvelle «rallonge» de 325 millions supplémentaires.

Par ailleurs, du fait du déménagement des Halles de Paris et du sur-équipement en abattoirs de la région parisienne, les abattoirs étaient définitivement fermés, à peine ouverts, le 15 mars 1974, laissant une facture de 900 millions de francs qui sont allés gonfler les poches de promoteurs et de politiciens véreux. Ne serait-ce pas une excellente idée que de les obliger à rendre gorge ? Mais cette idée-là ne saurait être acceptée au concours de Monsieur le préfet.

Paris

LES GREVISTES DU «PARISIEN LIBERE» manifestent gare du nord

Plusieurs centaines de travailleurs du Livre, dont de nombreux ouvriers grévistes du «Parisien libéré» ont distribué, hier mercredi, à partir de 17 h 30, des éditions pirates du «Parisien libéré» devant les entrées principales et à l'intérieur de la gare du Nord. Quelques banderoles rappelant les origines du conflit et sa durée (11 mois) ont été posées à l'extérieur de l'édifice, sur les quais et devant les départs des trains de banlieue.

Une collecte a en outre été organisée au profit des ouvriers grévistes.

BAISSE CONTINUE DU FRANC

Le franc français a de nouveau baissé mercredi sur le marché des Changes de Paris où toutes les monnaie gagnent du terrain sur lui.

Il ne s'est un peu redressé qu'à la suite de l'intervention de la Banque de France pour le soutenir et les rumeurs d'une dévaluation prochaine se font plus précises. Voilà qui vient donner tout son sens aux récentes affirmations de Fourcade annonçant que «seul un franc solide permettrait de maîtriser l'inflation». Prêchant pour un franc «stable et compétitif» le ministre des Finances avançait sa solution qui n'a rien d'original : que les travailleurs se serrent un peu plus la ceinture et «modèrent» leurs revendications de salaire.

Doutant, à bon escient, du succès de cet appel, Fourcade annonçait que des dispositifs seront introduits dans le VIIè plan «tendant à amener les partenaires sociaux à cette sagesse de comportement». Gageons que les luttes de classe des ouvriers et des travailleurs feront voler en éclat ces beaux dispositifs de sauvegarde des profits capitalistes !

Giscard d'Estaing veut étouffer un scandale financier

AH, LE BEAU MONDE QUE VOILA !

De nombreuses pressions sont exercées sur le juge d'instruction

«L'indépendance de la justice», «la justice égale pour tous», ce sont là des formules avec lesquelles la bourgeoisie cherche à tromper le peuple depuis bien longtemps et qui prennent de moins en moins. Voici une nouvelle affaire qui en montre la réalité.

C'est le journal généralement très bien informé, «le Canard enchaîné», qui en fait la révélation dans son édition de cette semaine. Voici de quoi il s'agit.

En février 1972, un client se présente à la banque Alexandre de St-Phalle pour retirer de l'argent. On lui répond que son compte est vide. Une petite enquête fait découvrir les dessous de l'affaire. Les patrons de la banque utilisaient l'argent des clients pour leurs besoins personnels et en particulier pour jouer en Bourse. Résultat : un énorme trou de plus de 8 millions de francs.

Ces messieurs portent nom Alexandre de St-Phalle, Jean-Vincent de St-Phalle et le comte Leloup de Rolland de Sancy. Rien que ça ! Et ils ont des relations. L'ancien directeur des services spéciaux, le SDECE, est le cousin du premier et on dit que le second faisait partie de ses services. Durant la campagne électorale Jean-Vincent de St-Phalle recevait régulièrement le ministre de la Justice de l'époque, Pléven.

Enfin, par des liens familiaux et autres, ces individus sont liés à Giscard. Comme on peut en juger, on ne sort pas du «beau monde», celui de l'argent, des particules et des services de renseignements.

Toujours est-il qu'un juge d'instruction était saisi de l'affaire. Des promotions «miraculeuses» aboutirent à lui enlever le dossier. Un autre le remplaça. Aussitôt de hauts magistrats et des gens du SDECE intervinrent pour lui faire étouffer l'affaire. Ce qui ne l'empêcha pas d'inculper les trois messieurs déjà cités d'abus de confiance, de faux en écriture, d'abus de biens sociaux. De nouvelles pressions sont faites venant en particulier du procureur général près la Cour d'appel et du patron du SDECE. Mais le juge veut procéder à de nouvelles inculpations. Le parquet s'empare alors du dossier et le transmet au ministère de la Justice d'où il passe à l'Elysée. Des magistrats rendent ensuite visite au juge d'instruction et lui font part d'un ordre de Giscard d'Estaing pour qu'il se taise, fouillent dans ses dossiers, le menacent de sanctions. Voici où l'on en est et ce que l'on sait.

Pendant ce temps, des travailleurs sont en prison pour avoir fait des chèques sans provision, et Giscard d'Estaing parle «d'égalité des chances». Et on continue à nous parler de «justice égale pour tous», «indépendante», etc. Cela s'appelle la justice bourgeoise et le fumier sur lequel la pourriture prospère, le capitalisme.

La crise capitaliste s'approfondit

Baisse des commandes dans dix secteurs industriels

les exportations sont en chute

Les propos officiels parlent de «relance» et laissent envisager une reprise de l'économie capitaliste. Mais la réalité est autre et depuis l'été, les commandes dans les principaux secteurs industriels ne cessent de diminuer. Les autres pays capitalistes touchés eux-mêmes par la crise importent de moins en moins de produits français. Si cette tendance se poursuivait, d'ici quelque temps cela se traduira par une nouvelle chute de la production, par de nouveaux licenciements.

Dans les matériels de travaux publics, en mai 1975 par rapport à mai 1974, la chute des commandes était de 9,6 %, de 15 % en novembre et décembre. Dans les équipements de sidérurgie, il n'y a quasiment plus de commandes. Pour les machines-outils la chute a été de 75 % par rapport à 1974. Dans le matériel de manutention, en novembre, elle était de 20 %. Dans la sidérurgie pour l'année 1975, la chute dépasse les 20 %. Dans l'industrie chimique, sur les 11 premiers mois de 1975, elle a été de 11,4 %. Dans les engrais, elle a été de 68 % de juin à novembre. Dans les secteurs où les exportations continuent à augmenter, cela se fait à un rythme de plus en plus lent.

Dans cette situation, la concurrence inter-capitaliste devient de plus en plus aiguë. La politique de la bourgeoisie va consister à chercher à y faire face en renforçant l'exploitation des travailleurs, en licenciant et en cherchant à bloquer les salaires.

la France des luttes

Usinor Trith Saint-Léger (Nord) après la manifestation du 15 janvier le 20 janvier :

MANIFESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le 15 janvier, les travailleurs d'Usinor avaient bloqué pendant deux heures l'express Calais-Bâle, Carpentier, le maire révisionniste de Trith St-Léger, avait calomnié les grévistes.

Les faux communistes dirigeant l'union locale CGT de Valenciennes prennent le relais. Par démagogie, pour tromper les masses, ils prétendent être «solidaires des travailleurs d'Usinor-Trith : «La CGT fera tout pour que l'union la plus large, la plus massive se fasse sur des bases claires, autour des travailleurs, pour soutenir leur lutte contre Usinor.» Or dans le même tract, ils réprouvent et condamnent la manifestation du 15 janvier, menée par la CFDT.

Les syndicats CFDT et CGT ont appelé à une manifestation pour le mardi 20 janvier au matin. Pour sa part, la CFDT concluait son appel par : *«Notre participation à la journée du 20 janvier doit être interprétée comme une volonté unitaire mais aussi, doit s'inscrire dans les propositions d'action que nous avons faites maintes et maintes fois.»*

UNE VOLONTÉ DES MASSES : S'OPPOSER AUX LICENCIEMENTS

La manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes, qui ont clairement exprimé leur volonté de s'opposer aux licenciements.

Par solidarité les commerçants ont baissé leurs rideaux de 9 heures à midi. Le cortège s'étendit sur plusieurs centaines de mètres. On pouvait y voir des délégations de plusieurs entreprises (Vallourec, Franco-Belge, Chiers) A la tête du cortège, ceints de leurs écharpes tricolores, les maires et autres «personnalités» de «gauche».

Les faux communistes dirigeant le PCF entendaient se servir de la légitime colère des ouvriers, pour faire leur propagande mensongère et démobilisatrice. Aussi les mots d'ordre étaient transmis par des hauts-parleurs juchés sur les toits de voiture et lancés par les dirigeants CGT. Mais comme c'étaient leurs mots d'ordre — et non ce pourquoi les ouvriers étaient venus — «Union, action, programme commun», ou encore «Nationalisation», ils n'étaient pas repris par les manifestants.

La manifestation s'est achevée avec les prises de parole des «personnalités». Après Carpentier (maire PCF de Trith St-Léger), le secrétaire de la CGT de Trith-Usinor prit la parole, après une longue suite de chiffres montrant qu'Usinor recevait d'importantes sommes de l'État, il termina en demandant la nationalisation, en vantant le programme commun et en réclamant des négociations autour d'une table ronde. F. Philippe intervint ensuite au nom de la CFDT, il réclama également la tenue d'une table ronde, après avoir rappelé l'exemple des Lip, et de la CIP-Bailleul. Vint ensuite Gustave Ansart (député PCF) qui raconta ses diverses démarches auprès de tel ou tel, nous avons relevé une phrase révélatrice de la façon dont il entend que les travailleurs mènent leur lutte : «C'est à nous les élus de prendre en main votre sort pour obtenir un entretien avec le premier ministre.» Notons que c'est le même Ansart qui a lancé il y a quelque temps l'idée d'une table ronde.

Les ouvriers d'Usinor se battent contre les licenciements, ils n'accepteront pas que les prétendus défenseurs de la classe ouvrière — dirigeants PCF-CGT — dévoient leur lutte. Seule la lutte classe contre classe paiera.

Correspondant HR.

GRIFFET A MARSEILLE

11e MOIS D'OCCUPATION

Les 400 travailleurs licenciés de l'entreprise de construction de grues, dans les quartiers nord de Marseille en sont à leur 11è mois d'occupation.

De multiples actions ont été entreprises, la dernière a été les journées «portes ouvertes» qui ont attiré 4 000 personnes autour du stand de l'usine Griffet en lutte, des différents stands tel que celui du MLAC, du Comité Espagne, du Comité des chômeurs, du Comité des femmes, etc., ainsi que le stand de l'Imprimerie maritime en lutte.

A l'intérieur de l'usine Griffet occupée (photo HR)

Ces journées «portes ouvertes» avaient été préparées par l'intersyndicale qui regroupe la CFDT, la CGT, la CGC, et approuvées par les travailleurs durant les assemblées générales.

Cela n'a pourtant pas empêché le dirigeant de l'Union départementale CGT, Amendola, d'accuser la section CGT de Griffet de s'être laissée manipuler par les «gauchistes», et qu'il n'était plus question pour eux de recommencer une telle initiative, alors que, aux yeux de beaucoup de travailleurs, cela a été un succès. Cela montre bien clairement quelle sorte de démocratie les dirigeants CGT, inféodés au PCF, entendent faire subir aux travailleurs. Une fois de plus, les dirigeants CGT arrivent à point pour saboter et pour démoraliser les travailleurs, ceci en vue de préparer le terrain à des solutions qui seront loin d'être des victoires (comme à Titan-Coder par exemple).

Aussi les travailleurs de chez Griffet sauront mener, à la base et dans l'action, une incesssante lutte de classe et sauront déjouer toutes les manœuvres d'où qu'elles viennent.

Correspondant HR Marseille.

A l'hopital d'Annecy face au cynisme de la direction

LES ELEVES-INFIRMIERS DEMANDENT LEURS DROITS

Juste avant les fêtes de Noël, la directrice de l'école d'infirmier (ère)s d'Annecy fit annoncer que les élèves infirmier(ère)s étaient invités à élire un délégué pour représenter leur promotion «quand le besoin s'en ferait sentir».

Pas un mot de plus ne fut prononcé pour expliquer en quoi consistait la fonction de délégué et quelles étaient ses attributions exactes, ce qui montre bien le rôle bidon que la direction entendait leur faire jouer.

Un groupe de stagiaires prit donc l'initiative d'organiser une réunion pour montrer que les délégués pouvaient être des porte-paroles efficaces et utiles (à condition que leur action ne se substitue pas à l'action collective) mais qu'en fait le problème le plus important était de se mobiliser pour obtenir un statut de travailleur en formation et une rémunération correspondant au SMIC, tout en essayant de résoudre les problèmes locaux.

Aussitôt que cette initiative fut connue de la directrice celle-ci entra dans une rage folle.

LE MANUEL DU PARFAIT RÉACTIONNAIRE

Totalement hystérique elle vint faire aux stagiaires un discours qui, pour beaucoup, restera célèbre. Qu'on en juge !

Aprés avoir traité le tract d'appel de «guerrier» et aprés avoir fait comprendre à tout le monde qu'il y avait dans la promo de dangereux éléments subversifs dont il convenait de se méfier, elle s'en prit à un passage du tract indiquant que l'école était DE FAIT un centre de formation professionnelle pour adultes.

Puisant dans son manuel du savoir-vivre, elle déclara : «... Et d'abord, êtes-vous des adultes ? Oui, bien sûr, légalement vous avez tous plus de 18 ans et vous avez le droit de vote. Cela, ça vous regarde. Pour moi, à part quelques-uns, vous êtes des "jeunes". Vous n'avez que l'âge de baiser et de prendre la pilule» *(sic !)*

«... Vous voulez un statut ? Vous avez raison ! Battez-vous pour obtenir un statut d'étudiant» (sous-entendu : avec ça, vous pourrez avoir des réductions au cinéma pour aller voir des films de cow-boy ou des films pornos, c'est de votre âge).

«... Vous voulez vous organiser à l'échelon national ? D'accord, syndiquez-vous à l'ANFID (NDLR : syndicat réactionnaire, aussi fantoche que corporatiste, partisan à 100 % de la politique gouvernementale).

»... Dans ce tract, on vous parle de brimades dont certains auraient été les victimes et on vous dit que "ces problèmes ne sont que la partie visible de l'iceberg". Mais enfin, mes enfants, qui peut inventer des choses pareilles ?»

Le mépris des stagiaires et le paternalisme qui accompagne ce mépris ont donc été les seules réponses de la part de la direction pour régler les problèmes des élèves-infirmier(ère)s.

Il faut en effet une certaine dose de cynisme pour oser déclarer à des adultes, âgés de 18 à 38 ans, qu'ils ne sont «bons qu'à baiser» et qu'en conséquence ils n'ont pas à réclamer un statut qui leur reconnaisse la dignité d'être des travailleurs.

Il est vrai que dans le domaine du cynisme, la directrice peut être considérée comme une virtuose. C'est elle qui, le matin même de sa brillante intervention, déclarait pour expliquer les règles morales de la profession : «Surtout ne laissez jamais traîner le dossier médical d'un malade sur son lit. Il pourrait le voir et en prendre connaissance» (Sans commentaires).

NOUS NOUS BATTONS POUR LES DROITS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES

Comme on le voit à partir de ces quelques exemples, les écoles d'infirmiers (éres) — à Annecy comme ailleurs — ont deux caractéristiques, à savoir :

— exploiter les stagiaires en leur refusant un statut de travailleur en formation et une rémunération décente du travail qu'ils effectuent. Cela alors que l'école est considérée légalement comme un centre de formation professionnelle habilité à percevoir la taxe d'apprentissage.

— essayer de faire des futures infirmières des paillassons des grands patrons (et des patrons tout court) en habituant les stagiaires, tout au long des 28 mois d'étude, à être privés des droits les plus élémentaires tels que la liberté d'expression et la liberté de se syndiquer avec les autres travailleurs de la santé.

Tout cela, en définitive, pour leur inculquer une conception de la médecine qui est totalement opposée à l'intérêt des travailleurs, une médecine où les chefs de service se font des payes qui peuvent aller jusqu'à plusieurs millions par mois alors que la majorité de «l'équipe soignante» gagne péniblement de quoi vivre. Une médecine avec chambres privées et consultations approfondies pour ceux qui ont de quoi payer et une médecine au rabais pour les autres.

Gageons cependant que ce système ne durera pas éternellement. La mobilisation et la prise de conscience qui se développent partout en France (notamment au niveau des élèves infirmiers) en sont les meilleurs garants.

Correspondant HR Annecy.

la France des luttes

Alsthom St-Ouen

RIPOSTE DU TAC AU TAC A L'OFFENSIVE PATRONALE ET AU SABOTAGE REVISIONNISTE

1 – L'OFFENSIVE PATRONALE

En quelques jours on apprend que la direction de l'usine :

– refuse de verser les indemnités complémentaires de maladie à un ouvrier, parce qu'il n'a pas accepté de subir le contrôle d'un «médecin-Securex» envoyé par la direction.

– licencie un autre ouvrier en maladie «par nécessité de remplacement», alors que le poste est tout bonnement supprimé.

– licencie un deuxième, militant connu de «Lutte ouvrière» et ancien délégué, sous prétexte de «manque d'activité et de discipline»... alors qu'il était en arrêt maladie.

2 – LA RIPOSTE

Sur-le-champ la section CFDT contre-attaque : tracts pétition contre les médecins-flics payés par le patronat, diffuse une brochure d'information* et organise des réunions d'atelier pour mobiliser les travailleurs contre le contrôle inadmissible et dans l'immédiat contre les deux licenciements.

3 – BON GRÉ MAL GRÉ LA CGT...

Depuis longtemps entre les deux sections syndicales CFDT-CGT, c'est à couteaux tirés. Mais la lutte contre le révisionnisme et la collaboration de classe prend parfois des formes différentes : la CFDT se renforce au fil des années et dans la CGT apparait un courant pour l'unité intersyndicale. Après les élections de délégués et une nouvelle progression de la CFDT qui atteint un tiers des voix dans le collège ouvrier, le ton change : un dégel s'amorce.

Un premier pas en avant est fait : CGT et CFDT s'entendent sur une pétition commune qui refuse le contrôle médical patronal. Les travailleurs la signent massivement.

Les discussions continuent pour réaliser un tract et des réunions communes. Mais les responsables révisionnistes s'y opposent ; ils voient bien que la CFDT a pris l'initiative de l'action, ils ne sont pas d'accord pour lier la lutte contre le contrôle médical patronal à celle contre les licenciements, en particulier le deuxième ouvrier menacé de licenciement «n'est pas défendable» puisqu'il s'est opposé à leur ligne de collaboration de classe dans la CGT.

4 – ... COMPLICE DU PATRON

Vendredi 16 au matin, la CGT distribue un tract «Non aux licenciements» pour donner le change. En fait la CFDT seule appelle à l'action : 70 travailleurs débrayent, malgré leur petit nombre ils défilent dans tous les ateliers de l'usine aux cris de «Non aux licenciements !» jusque dans les bureaux de la direction. Celle-ci fait tarder sa décision et propose une deuxième entrevue à 15 heures.

La CFDT appelle par affiches les dirigeants CGT à prendre «leurs responsabilités» ou à se rendre «complices des licenciements par leur passivité».

La CGT fait le mort. Mais dans l'après-midi les discussions vont bon train dans les ateliers, particulièrement entre les syndiqués CGT. Mardi matin la CFDT tirait le bilan de cette action dans un tract qui déclarait notamment : *«Devons-nous conclure comme Edmond Maire, secrétaire confédéral de la CFDT, que la CGT n'est pas sur une ligne unitaire mais sur celle du PCF»*. Ce tract a reçu un bon accueil parmi les syndiqués CGT.

Dans un tract distribué le 19 janvier, la section CFDT de l'Alsthom St-Ouen déclare :

«Aujourd'hui, nous posons cette question à la direction de la CGT : "Allez-vous continuer dans cette voie, alors qu'au niveau de l'Alsthom le patronat développe sa politique de répression et se permet maintenant de licencier des travailleurs en cours de maladie, non content de rogner sur nos salaires et de remettre en cause nos classifications. Si vous continuez dans votre passivité vous ne faites qu'encourager la direction de la Savoisienne à continuer plus avant sa répression. Et demain, à qui le tour d'être licencié ?"»

Mais la lutte continue contre le contrôle patronal des ouvriers malades, et contre la ligne révisionniste. Savez-vous que M. Ballanger a lui-même recours à un tel contrôle ?::: Nous y reviendrons. Pour le révisionnisme la situation c'est : «La fleur se fane et on n'y peut rien».

* *«Le contrôle patronal sur les ouvriers malades», excellente brochure réalisée par plusieurs sections syndicales CFDT et CGT.*

LES PATATES HORS DE PRIX EN JANVIER

Les pommes de terre comme en décembre 1973 vont peut-être disparaître des étalages.

Le marché capitaliste fonctionne simplement. Quand la production abonde, les prix «dégringolent» et elles vont droit à la décharge – du moins une partie. Les indemnités que touchent les petits paysans ne remboursent pas le travail et les acculent à la faillite ; les travailleurs des villes, eux, paient les patates toujours aussi cher.

Quand la production est faible, ce qui est le cas aujourd'hui, les prix montent au galop sur les marchés ; les petits paysans n'en profitent guère, et les ouvriers paient toujours aussi cher le kilo.

Nos voisins européens qui manquent également de cette denrée très consommée en temps de crise, en achètent abondamment dans notre pays ; ce qui n'a eu pour effet que d'accroître le processus.

En un mois, de décembre à janvier, le prix de la Bintje est passé de 0,90 F à 1,20 F.

Pour les négociants, c'est une situation en or, où les exportations jouent à la hausse sur leurs stocks de pommes de terre.

La situation est telle que le gouvernement envisage d'importer des patates de Pologne.

Quel circuit ! Tout cela pour aboutir à l'enrichissement d'une poignée.

Le chomage dans la région parisienne

D'APRES LES CHIFFRES PUBLIÉS POUR DÉCEMBRE PAR L'ASSÉDIC

Il y avait au 31 décembre 1975 dans la région parisienne 110 816 chômeurs secourus, pour 245 946 demandeurs d'emplois sur une population salariée de 3 484 650 personnes. On compte donc un peu moins de 3 % de chômeurs secourus et 7 % de demandeurs d'emplois (par rapport à la population salariée) dans la région parisienne.

L'ASSEDIC de la région parisienne qui publie ces statistiques note que «le flux des dossiers déposés auprès des ASSEDIC de la région parisienne (27 165 en décembre) enregistre une baisse (3,6 %) par rapport au mois de novembre, comparable à celles constatées pour les années antérieures à 1974. En revanche, pour la première fois depuis deux ans, ce flux accuse également une diminution (3,7 %) sur celui du même mois de l'année précédente».

Mais le nombre d'allocations journalières versées au cours du mois de décembre a été de 3 507 897 contre 3 039 178 en novembre et 1 699 267 en décembre 1974, soit une augmentation de 106,4 % en un an.

Statistique officielle

38% DE CHOMEURS EN PLUS EN 1975

Le nombre des demandes d'emploi a fortement progressé (38 %) au cours de l'année écoulée et les offres sensiblement diminué (31 %) indiquent les statistiques du ministère du Travail.

Ainsi on dénombrait, en données observées à la fin du mois de décembre 1975, 1 009 700 demandeurs d'emploi contre 728 400 pour le dernier mois de 1974 et, en données corrigées des variations saisonnières, 921 200 demandeurs d'emploi contre 660 000 en 1974.

En outre, la progression des demandes d'emploi enregistrées au cours du mois de septembre et poursuivie en octobre et novembre, a cessé dans le dernier mois de l'année (1 020 100 demandeurs en novembre 1975 contre 1 009 000 en décembre 1975).

D'autre part, durant l'année 1975, 1,5 million de demandes d'emploi étaient déposées alors que 2,2 millions de demandes étaient satisfaites ou annulées, parmi lesquelles 515 000 placements assurés par les services de l'ANPE. Dans le même temps on enregistrait 965 000 offres d'emploi au cours de l'année 1975 contre 1 402 440 pour 1974.

Enfin, à la fin du mois de décembre 1975, 485 000 chômeurs étaient secourus dont 76 500 travailleurs en pré-retraite contre 280 000 à la fin de 1974, ce qui donne une idée de l'augmentation du nombre de chômeurs, étant donné le très faible pourcentage d'allocataires.

** Nous rappelons que les statistiques officielles ne comptent pas comme chômeurs plus de 500 000 jeunes qui n'ont jamais travaillé, comme elle ne compte pas non plus les chômeurs partiels, très nombreux également.*

Après l'épreuve de force et les menaces

Les barbouzes remplacent les CRS

au foyer de la porte des Lilas

Lundi 19 janvier au soir, la direction du Bureau d'aide sociale de Paris a fait procéder à l'expulsion de 61 résidents du foyer pour travailleurs immigrés de la Porte des Lilas, dans le 19è arrondissement. La mobilisation des autres travailleurs locataires et de la population a contraint les autorités à revoir la situation. C'est ainsi qu'une ordonnance en référé du tribunal de grande instance décida : «il convient d'ordonner la réintégration des demandeurs *sous réserve du paiement de la redevance et d'un acompte sur les arriérés fixés à 250 F pour chacun d'eux»*. C'est du vol, et non une première victoire. Le mercredi soir à 16 h 30 on pouvait voir à l'intérieur du foyer d'importants effectifs de barbouzes, de flics en civil – en bleu avec l'écusson de la préfecture de Police –. Que font ces flics, ces barbouzes dans le foyer ? Eh bien, à entendre certains résidents, c'est le conditionnement pour amener les locataires à payer les arriérés, à leur faire avaler que lorsque tout sera payé, le Bureau d'aide sociale pourra enfin faire un bloc sanitaire, douches, etc.

Ces promesses ne sont que de la poudre aux yeux, pour exploiter davantage les travailleurs immigrés. Cela consiste à dire de la part du Bureau dit d'aide sociale de Paris : «payer et on verra après». Après, il n'y aura évidemment rien, et lorsque d'autres travailleurs immigrés revendiqueront des conditions de vie décentes, ils seront une fois de plus jetés à la rue comme des chiens.

Peut-on attendre que M. Fosset, ministre de la «Qualité de la vie» explique, lors de sa conférence de presse de jeudi 22, quelle qualité de la vie est prévue pour les travailleurs immigrés ? En attendant de nouvelles promesses jamais tenues, ce sont encore eux, les travailleurs immigrés, qui à cette heure subissent les pressions de flics en civil dans leurs foyers et les plus dures conditions d'existence.

VIOLENCES RACISTES A LORIENT

Le samedi 3 janvier à Lorient, un jeune travailleur marocain qui rentrait chez lui vers minuit a été interpellé par deux flics en civil qui voulaient contrôler ses papiers. Celui-ci les avait laissés dans sa voiture et a proposé d'aller les chercher. A ce moment les flics l'ont fouillé et ont trouvé sur lui un petit couteau de poche qui lui sert dans son travail.

Ils se sont mis alors à le frapper à coups de poings et de pieds même après qu'il fut tombé à terre.

Ils l'ont ensuite embarqué dans leur 4 L après lui avoir mis les menottes, puis l'ont «baladé» pendant 3/4 d'heure pour qu'il puisse se remettre un peu avant de l'envoyer au commissariat.

Là, vu qu'ils n'avaient aucune charge à retenir contre lui, ils l'ont relâché, non sans le frapper encore à la tête.

Nous ne laisserons pas ce crime raciste impuni et soutiendrons ce camarade afin que les flics fascistes agresseurs soient sévèrement punis.

Poitiers

Occupation de la faculté de médecine et de pharmacie

Les étudiants en médecine et en pharmacie de la faculté de Poitiers, en application du mot d'ordre qu'ils avaient lancé, se sont mis en grève mardi matin et occupent les locaux de la faculté. Ils entendent ainsi protester contre le fonctionnement antidémocratique du Conseil de l'UER de la faculté de médecine et de pharmacie.

Cette manifestation fait suite à la grève des soins observée la semaine dernière par les internes et chefs de cliniques du CHU (Centre hospitalier universitaire) de Poitiers.

vie du journal

APRES LE MEETING REGIONAL DE RENNES

DES MILITANTS OUVRIERS ANCIENS MEMBRES DU PCF NOUS ECRIVENT

LETTRE D'UN OUVRIER EX-MEMBRE DU PCF

Chers camarades de l'Humanité-Rouge,

J'ai été à votre meeting à Rennes : Bravo ! Moi c'est la première fois que je vais à un meeting comme ça.

Je vous donne mes impressions comme ça le soir même.

Tiens je commence par causer des sandwiches, ça peut paraître idiot mais comment ils étaient, c'est assez significatif ; du pâté il y en avait une tartine et il y avait du beurre avec le jambon ; quand j'achète ça ailleurs, rien de tout ça... c'est la société *capitaliste* (marchandise *chère*) : c'est le profit qui fait qu'on fait un sandwich. Tandis que là, pas cher et on lésinait pas sur le beurre et le pâté : *c'est une petite évocation de ce que sera notre société, le socialisme* ; plus la recherche du profit, mais du bien-être de l'homme. Bravo camarades *communistes* de nous montrer dès aujourd'hui ce que vous êtes capables de faire. Les petits cons de trotskistes ils vont sans doute bien rire en lisant ça, et les «Marchais» aussi tiens, mais eux ils sont gavés matin, midi et soir et le socialisme ils n'en n'ont pas envie et besoin, mais pour nous, ça touche ça.

Sans faire de culte de personnalité , (recommençons pas les mêmes erreurs), le camarade Jurquet, *bravo pour sa simplicité*. Je l'ai vu causer avant le discours comme n'importe quel camarade ; si je dis ça, c'est parce que j'ai vu en chair et en os Marchais. Ce «monsieur» qui a *trahi deux fois* : la classe ouvrière et sa propre classe d'origine, et attention ! cravate et costard et tout, à quatre épingles, comme les maquereaux de Paris Match (eh ! quand c'est plus aux ouvriers et aux paysans qu'on s'adresse faut bien être comme ces gens à qui on «discourt» : les *bourgeois*). Tu vois Jurquet même si je suis pas à ton parti communiste, tu es un camarade et sûr que tu me considères comme un camarade ni inférieur ni supérieur. Et bien ce «Marchais le cravaté» rien de tout ça : j'ai été avec ce parti que j'ai cru communiste (en fait vu mon âge ça n'avait plus rien à voir avec le communisme), mais j'y croyais vraiment et pour moi c'était le camarade Marchais, et bien quand je l'ai vu cette saloperie de bourgeois, ça m'a fait un «choc» (le premier des premiers... aprés c'est venu vite les autres «chocs»). Chez nous, c'est «*tu*» qu'on dit à tous ceux de notre classe, à plus forte raison quand on a le même idéal : le communisme, et «camarade» quoi c'est normal ! Et bien, et ça veut bien dire ce que ça veut dire, Marchais, quand je j'ai vu, j'ai tout de suit compris qu'il fallait que j'abandonne le «tu» des ouvriers pour le «vous» des bourgeois, le «camarade» des communistes pour le «monsieur» des «gens bien». Plus tard j'ai compris qu'*ils* (ce Marchais et ses comparses à gros ventre) avaient abandonné pas rien que ça (des détails) mais quelque chose de cent mille fois plus grave : l'idéal des travailleurs des usines et des campagnes, l'idéal des communistes, le socialisme, la *révolution prolétarienne*. Oui les gars, c'est ça qu'ils ont fait ; *ils ont abandonné notre cause, trahi, oui, trahi* comme des traîtres. Et ils s'en cachent pas : *ils l'affirment !* «Dictature du prolétariat... brr... quelle horreur ! On va pas revenir au temps de Staline, non !». Oui camarades, souvenez-vous de Joseph Staline du pays soviétique, et si même il y avait des erreurs (ça faut bien le reconnaître). Pourquoi ces *révisionnistes* osent-ils dire que l'UR«SS» de maintenant, c'est mieux que l'URSS (socialiste – soviétique) du parti du temps de Staline ? Et bien cherchez à comprendre : qui c'est qui est opprimé, exploité, assassiné, envoyé en prison de type *nazi* en URSS d'aujourd'hui ? *Les ouvriers, les paysans, les communistes* : parce qu'il y en a encore là-bas. Ils n'ont pas réussi à tout détruire ces salauds-là, *parce que être communiste, vouloir le socialisme, c'est normal pour les ouvriers* et que comme les bourgeois n'existent que parce que les ouvriers existent et que les ouvriers et leur *parti communiste* font *toujours* disparaître les bourgeois, sûr que l'UR«SS» d'aujourd'hui, ça redeviendra *l'URSS du Parti*. Oui, là-bas c'est aussi la guerre des classes. Oui là-bas comme ici ou en Espagne, ou dans n'importe quel pays de *type capitaliste*. Donc c'est ça qu'ils soutiennent, donc c'est ça qu'ils veulent. *Mais pourquoi donc ?*

«Démocratie avancée», «Programme commun» avec une bonne marseillaise (la chanson préférée de De Gaulle) sous les drapeaux de la bourgeoisie impérialiste française avec quand même un petit drapeau *rouge* : eh dame ! «faut bien faire plaisir à... à quoi déjà ? Ah oui ! aux ouvriers. Et puis aussi aux «vieux» ; on voit pas pourquoi ils y tiennent tant ces vieux membres récalcitrants, ils sont récalcitrants, ça doit être dû à l'âge ! Vivement qu'ils crévent tiens !» pensent-ils.

Mais oui camarades qui êtes encore dans ce parti, *«ce parti qui n'est plus le vôtre»* vous avez peut-être autrefois combattu le drapeau des bourgeois vous aussi, *essayez de vous rappeler*, et toi *jeune ouvrier, jeune paysan*, toi de la classe ouvrière, toi paysan qui sues sur ta terre dont les bourgeois veulent te faire partir, toi qui as rejoint ce parti aprés 1961-1963, toi à qui on cache *tout ce passé glorieux du parti communiste* (et pour cause !!) ; toi qui as «pris ta carte» *sincérement et honnêtement* croyant pouvoir faire quelque chose pour le socialisme, *ouvre les yeux ! Ouvrez les yeux les gars ! Ouvrez les bien !* Je vous ai dit comment c'est en UR«SS» de Brejnev ; avec *«eux»* ce sera la même chose qu'en France capitaliste et *pire même !* Et chezchez à comprendre pourquoi :

1) Ils parlent de voie pacifique au socialisme, alors que *Marx et Engels* dans le Manifeste du Parti communiste, ils disent ça : «les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le *renversement violent* de tout l'ordre social passé» (1972 - page 95 des Editions sociales que tu as peut-être).

2) Ils veulent garder l'Etat tel quel, alors que *Lénine* dans «L'Etat et la révolution» dit : «... l'affranchissement de la classe opprimée est impossible non seulement sans une révolution violente *(on insiste)* mais aussi sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante» (Edition du Progrès - 1972 - page 14).

Moi j'ai acheté et lu ces deux livres fondamentaux en début de 1972, *bien lu* et comparé avec ce qu'ils écrivent eux ; fin 72, j'y étais plus avec eux, j'étais pas le premier, Jurquet dont je causais tout à l'heure, a été un des premiers, d'autres l'ont fait aprés moi et *toi tu dois le faire aussi.*

Parce que tu vois, comme je disais, eux ils ont abandonné «la dictature du prolétariat», ils le disent officiellement depuis peu (alors c'est facile à piger maintenant).

Moi j'ai foutu le camp mais pas par abandon du *Parti* au contraire parce que moi *il y a que deux classes* : la bourgeoise (les patrons) et la nôtre, la classe ouvrière, la classe des exploités ; *il n'y a que deux classes* : la bourgeoisie exerce sa dictature sur la classe ouvrière. ça c'est quand elle est au pouvoir ; autrement c'est la classe ouvrière qui exerce sa *dictature* sur tout ce qui est bourgeois, *et c'est pour ça qu'on dit «dictature du prolétariat»*.

Et moi, si j'ai quitté ce parti où tu es encore c'est pour ça, parce que je veux exercer *notre dictature* sur les bourgeois et comme *il n'y a que deux dictatures* :

– *celle du prolétariat*
– *et celle de la bourgeoisie*

quand tes dirigeants te disent «Fini, plus de dictature du prolétariat, c'est passé et moisi tout ça», ça veut dire ce que ça veut dire : *qu'ils sont pour l'autre dictature.* Tout simplement parce que c'est leur intérêt de classe et de ceux à qui ils obéissent de Moscou : celui des bourgeois, de ceux que les *communistes, les vrais*, de l'Humanité-Rouge appellent «la nouvelle bourgeoisie révisionniste».

Alors vas-tu rester avec eux *toi prolétaire, toi paysan, toi qui veux le socialisme* ? Un même parti pour les bourgeois et pour les ouvriers, ça te rappelle rien ? *Hitler, Mussolini, Franco...* c'était ça, plus de patrons (soi-disant), plus d'exploités, simplement des travailleurs manuels (tu parles !) et des «organisateurs» unis d'office pour le profit des derniers. Le parti de Marchais c'est une sale galère (une galère il y a des rameurs). *Tu es un rameur*, et le gros bonhomme à grosse panse empafé sur un sofa à boire sa «vodka» c'est Marchais, il se fait traîner par toi. *Alors quitte-la cette galère* : je n'ai pas abandonné la dictature du prolétariat parce que j'ai donné un coup de pied au cul de «Marchais le cravaté» *bien au contraire*, c'est plus sûr pour y arriver.

Lis :

– L'État et la révolution, de Lénine ;
– le Manifeste du Parti communiste de Marx & Engels.
– le livre sur «le renégat Kautsky» de Lénine (tu verras, à la fin tu remplaceras Kautsky par Marchais sans t'en rendre compte tellement c'est pareil, comme moi, quand je l'ai lu la première fois) ;

et aussi :

– «L'Humanité rouge», qui est le quotidien des *communistes marxistes-léninistes de France* (ça se trouve dans tous les bureaux de tabac-journaux maintenant) et là *tous les jours* tu auras des preuves de ce qu'est la *clique Marchais-Leroy-Brejnev* de ce qu'est réellement l'idéal communiste et de ce que font des communistes au pouvoir en Chine, en Albanie, en Corée, au Cambodge...

Moi je suis de plus en plus d'accord avec eux.

A bas la dictature de la bourgeoisie !

A bas les nouveaux bourgeois !

Vive la dictature du prolétariat !

Vive l'Humanité rouge !

Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

Chers camarades de «l'Huma» rouge, je m'adresse à nouveau à vous (aprés m'être étendu pour mes camarades à nos camarades encore bernés). Bravo pour le meeting et merci de m'avoir éclairci les idées chaque semaine davantage grâce à votre journal et maintenant chaque jour. Je vous mets un billet de 100 F *pour que vive l'idéal communiste de la dictature du prolétariat.*

Amitiés.
A bientôt.

UNE VIEILLE MILITANTE COMMUNISTE POUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Chers camarades,

Juste un mot pour vous faire part des réactions et des réflexions d'une vieille militante communiste qui était avec moi au meeting régional de l'HR dimanche à Rennes. Cette femme, qui a quitté le PCF il y a plus de quinze ans, après y avoir milité avec un dévouement total depuis le Front populaire a gardé intact son idéal communiste, sa confiance dans la révolution socialiste. Pour des raisons de santé et de famille c'est la première fois qu'elle pouvait assister à une de nos manifestations.

Son intérêt, son enthousiasme sont un grand encouragement pour redoubler d'effort dans la reconstruction du grand parti communiste dont la classe ouvrière a besoin.

«Aujourd'hui, m'a-t-elle dit, *j'ai rajeuni de quarante ans. C'est ça le communisme; c'est pour ça que je me suis battue toute ma vie. Quand je vois toute cette jeunesse, je me dis que c'est reparti. C'est ça qu'il faut faire. Aujourd'hui, les salauds* (les dirigeants révisionnistes) *essaient de vous étouffer ; c'est ce qu'on nous faisait en 36.»*

Cette camarade s'est également montrée très touchée par le passage du discours de J. Jurquet, fustigeant l'abandon officiel de la dictature du prolétariat par les traîtres révisionnistes où il rappelait, avec raison, que des milliers de communistes avaient consacré leur vie et consenti les plus grands sacrifices pour cet idéal révolutionnaire.

Ce simple et émouvant témoignage ne montre-t-il pas à quel point, malgré le torrent de démagogie révisionniste, la flamme du communisme reste bien vivante au cœur des travailleurs de notre peuple ?

Une camarade

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

1 mois . . . . . 32 F
3 mois . . . . . 95 F
6 mois . . . . . 190 F
Soutien . . . . . 300 F

Pli fermé

1 mois . . . . . 60 F
3 mois . . . . . 180 F
6 mois . . . . . 360 F
Soutien . . . . . 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

culturel

A la soirée des AFC en hommage à Chou en-lai

Emouvante allocution de Joris Ivens

Au cours de la soirée d'hommage à la mémoire de Chou En-lai organisée par l'Association des Amitiés franco-chinoises à Paris, l'intervention la plus émouvante fut sans nul doute celle prononcée par Joris Ivens parce qu'elle fut aussi la plus vivante. Le grand cinéaste dont nous pourrons bientôt admirer les longs métrages rapportés de son dernier séjour en Chine, et dont on revoit avec le plus vif intérêt depuis plusieurs semaines le célèbre *«Terre d'Espagne»*, exposa avec la simplicité propre aux très grands esprits toute une série de souvenirs personnels vécus à l'occasion de quatre rencontres avec Chou En-lai, utilisant pour évoquer la continuité de son amitié avec le dirigeant du peuple chinois l'expression *«grande marche»*. Si l'on connaît l'âge exact de Joris Ivens qui est le même que celui de Chou En-lai précisément, on ne peut qu'admirer la vivacité et la jeunesse exceptionnelles de ce grand cinéaste prolétarien et internationaliste.

Nous avons pensé opportun de reproduire pour nos lecteurs l'essentiel des paroles prononcées par Joris Ivens, sinon dans leur forme rigoureusement authentique, du moins dans l'expression fidèle de leur contenu.

«En 1937, j'avais réalisé un film sur la lutte antifasciste du peuple espagnol. Il était naturel qu'en 1938, en ma qualité de cinéaste antifasciste, je m'occupe de la lutte contre le fascisme engagée à l'autre bout du monde, contre les agressions en Extrême-Orient, du partenaire de l'axe Berlin-Rome-Tokyo, c'est-à-dire contre l'impérialisme fasciste japonais. Je partis donc pour Hankéou, capitale provisoire, car Pékin et Shanghai étaient déjà aux mains des Japonais.

»Chou En-lai avait alors 40 ans, comme moi-même. C'était un homme lié à son peuple, dévoué à son parti et sûr de la victoire finale.

»Il m'a stimulé dans tout mon travail. Avec intelligence et amitié il m'a aidé pour faire un film sur la lutte du peuple chinois contre l'envahisseur japonais. Il savait écouter, s'intéressait à toute explication, jugeait les réponses faites à ses questions, se trouvait constamment au cœur des choses.

»Par exemple il me demanda pourquoi le front de Madrid n'avait pas tenu. Car il était aussi un militaire.

»Il m'offrit la possibilité de filmer les dirigeants de la 8è armée et du Parti communiste chinois. Il m'aida pour pénétrer à Sian, il m'exposa la situation à Yenan. Toujours Chou En-lai savait voir le grand futur dans la petite chose.

»A cette époque, ayant constaté que les combattants communistes chinois n'en avaient pas, je leur ai laissé ma caméra quand je les ai quittés.

»J'ai été très impressionné par la méthode de travail de Chou En-lai. Il découvrait la contradiction principale dans les choses.

»Il était aussi une présence, une immense présence. Avec lui, on a chanté pendant des soirées entières. C'était un homme complet. Avec son côté humain, chaleureux, perspicace. Quand j'eus achevé le travail de mon film, qui s'intitula *«400 millions»* (il y avait alors 400 millions de Chinois), Chou En-lai me dit son assurance qu'ils gagneraient, il n'avait alors aucun doute à ce sujet.

»Deuxième rencontre. En 1958, je le rencontrais de nouveau. Il me déclara : *«Pourquoi ne viens-tu pas filmer le "2è acte" ?»* J'y suis allé. J'ai aussi participé personnellement au travail manuel pour le grand bond en avant, j'ai travaillé, et puis j'ai aussi réalisé deux autres films.

»A cette époque j'ai rencontré en Chou En-lai un autre homme, mais aussi le même homme que j'avais connu 20 ans plus tôt. Maintenant il était devenu un *«homme d'État»*. Quand il était sur sa chaise, on sentait que tout son peuple était autour de lui. On sentait la sagesse, et aussi la dignité du Parti communiste chinois, du peuple chinois. C'était le dirigeant d'un continent, et en même temps un homme simple. Il avait une grande mémoire. Quand il me reçut, il me demanda tout d'abord : *«Alors, comment ça va avec ton asthme ?...»*

Ici Joris Ivens retient difficilement son émotion, mais la surmonte, pour déclarer un peu comme sa réflexion, comme son commentaire personnel :

«... C'était un homme si formidable que c'est dommage qu'il soit parti...» **puis il reprend son exposé :**

«Chou En-lai ne se livrait à aucune bureaucratie. Il avait autour de lui des camarades dévoués, comme il était lui-même dévoué au président Mao.

Joris Ivens pendant son allocution au cours de la soirée AFC (Photo HR).

»En 1958, sur les murs de Pékin, il y avait des affiches avec des chevaux bondissants, qui symbolisaient le grand bond en avant...

»Troisième rencontre. C'est en 1965 que j'ai rencontré Chou En-lai qui poursuivit sa grande marche. Il parlait déjà du futur, de la Révolution culturelle. Il parla aussi avec ma femme Marcelline Loridan de sa vie au camp de concentration nazi, posa des questions. Un homme magnifique. Il s'intéressa particulièrement au cinéma, me posa des questions : *«Que devient Charlie Chaplin ? Que fait-il ? Est-il un peu du côté du peuple ?»*

»Quatrième rencontre. En 1971 et 1973, après la Grande Révolution culturelle. Il me demanda : *«Pourquoi n'as-tu pas ta caméra avec toi ?»* Nous avons discuté du film que je désirais réaliser alors en Chine.

«Prends ton temps» dit-il. Nous pensions travailler trois mois, nous sommes restés un an et demi..

«Dis la vérité. Ne fais pas un film rose» insista-t-il. Parce que Chou En-lai savait très bien que la Chine n'était pas encore parvenue à toutes les perfections et n'était encore qu'un pays en voie de développement...»

Joris Ivens va terminer son exposé. Il parle un peu comme s'il était seul, pour lui-même, face à face avec ses souvenirs personnels, mais ses paroles n'en ont que plus de poids, plus d'impact sur l'auditoire :

«C'est une douleur immense... C'était un lutteur... On évoque beaucoup ici ses qualités de diplomate, sa souplesse... Mais il était avant tout un combattant, un membre d'élite du Parti communiste chinois...»

Puis Joris Ivens regarde la salle et s'adresse à la jeunesse qui l'écoute :

«Soyez tranquilles... La Grande Révolution culturelle prolétarienne a rajeuni les cadres en Chine... Chou En-lai a déclaré devant l'Assemblée nationale populaire qu'avant 20 ans, avant la fin du siècle, la Chine sera un pays socialiste, moderne et puissant... La vérité et l'avenir sont dans ces vers de Mao Tsé-toung qu'a entendus avant de partir Chou En-lai :

"Rien d'impossible au sein de l'univers
Pourvu qu'on ose escalader la cîme..."»

(Propos recueillis sur place, en substance, par Michel Viviant).

LA RELIGION AU SERVICE DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE SOVIETIQUE

Le journal albanais «Zeri i popullit» a publié un article, dénonçant les autorités soviétiques qui ont mis à profit la superstition religieuse pour empoisonner le peuple soviétique.

L'article indique que depuis des années, soutenus et encouragés par la clique des capitalistes bureaucratiques soviétiques au pouvoir, les églises et d'autres organismes religieux en Union soviétique ont connu un développement vigoureux. Le nombre d'élèves recrutés par les églises a augmenté d'année en année. Les autorités soviétiques ont même invité des théologiens et d'autres religieux des pays occidentaux à donner des cours théologiques et à répandre leur «expérience» en Union soviétique.

L'article souligne : toutes les classes exploiteuses prennent les églises et divers organismes religieux pour des alliés sûrs et à travers lesquels elles séduisent les larges masses populaires pour camoufler leur exploitation et leur oppression. C'est également dans ce but que les dirigeants soviétiques ravivent et renforcent le rôle des églises.

L'article dit que les autorités soviétiques ont eu recours ces derniers temps à des personnalités de haut rang des églises et des milieux religieux pour propager et justifier leur politique expansionniste et hégémoniste.

Particulièrement après la Conférence d'Helsinki, les dirigeants soviétiques les poussent à vanter de plus belle les «résultats» de la Conférence sur la sécurité européenne.

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (2)

Pourquoi Marx a dit que la dictature du prolétariat est nécessaire

Selon Georges Marchais, la dictature du prolétariat ce n'est pas l'avenir, c'est même du passé. Parlant à la radio d'État, il a déclaré au cours de l'émission *«10 questions, 10 réponses pour convaincre»* le lundi 19 janvier :

«Nous sommes en 1976. Nous vivons et luttons dans une France, dans un monde totalement différent d'il y a un demi-siècle, un quart de siècle.»

Quelques jours auparavant, c'était un autre dirigeant du PCF, Juquin, qui expliquait à la télévision que la dictature du prolétariat c'est d'autant plus dépassé que l'expression vient du latin !

Bref, les dirigeants du PCF qui ont révisé la théorie marxiste-léniniste ne savent plus quoi inventer pour se débarrasser de cet héritage encombrant et en effacer le souvenir dans l'esprit des ouvriers et des paysans. Abandonner le contenu de la dictature du prolétariat comme ils l'ont fait depuis longtemps en parlant de *«démocratie avancée»*, de *«démocratie véritable»* n'a pas suffit, il leur faut aujourd'hui abandonner les mots eux-mêmes.

Malheureusement pour eux toutes leurs trouvailles sont vieillottes.

Déjà du temps de Lénine il se trouvait des dirigeants opportunistes pour déclarer périmée la théorie de Marx élaborée quelques années plus tôt et pour substituer l'expression «pouvoir politique de la classe ouvrière» à l'expression scientifique «dictature du prolétariat».

A ce sujet Lénine devait déclarer au IIè Congrès de l'Internationale communiste le 30 juillet 1920 : *«Si le camarade Crispien dit maintenant que la dictature du prolétariat n'est pas une nouveauté et ajoute : "Nous avons toujours été partisans de la prise du pouvoir politique", cela montre qu'il esquive le fond de la question. La prise du pouvoir politique est admise, mais la dictature ne l'est pas.»*

> **Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme.**
>
> ***V. Lénine* : «L'État et la révolution»**
> **(Août-septembre 1917)**

Or précisément, lorsqu'ils employèrent le terme «dictature du prolétariat» Marx et Engels savaient de quoi ils parlaient.

C'est en faisant le bilan du développement historique de la société humaine qu'ils conclurent à la nécessité pour le prolétariat de briser la domination de classe de la bourgeoisie par la violence et d'instaurer sa dictature sur les anciens exploiteurs.

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, ont-ils écrit dans le Manifeste du parti communiste, *n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte... La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de luttes à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.»*

De cette analyse sur l'histoire de la société Marx déduisait l'inéluctabilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat et la nécessité de sa dictature de classe sur la bourgeoisie et cela jusqu'à l'abolition de toutes les classes, jusqu'à l'existence d'une société communiste. Il estimait cette découverte si importante qu'il écrivit en 1852 : *«... en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer : 1) que* l'existence des classes *n'est liée qu'à des* phases historiques déterminées du développement de la production *; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la* dictature du prolétariat *; 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe.»* (lettre à J. Weydemeyer).

Selon Georges Marchais qui est reparti sur les sentiers déjà battus par de vieux opportunistes du mouvement ouvrier comme Kautsky, la dictature du prolétariat est incompatible avec *«la démocratie la plus poussée»*. Or précisément la dictature révolutionnaire du prolétariat qui est la *violence* exercée contre la bourgeoisie s'accompagne d'une démocratie inégalée pour les masses populaires : *«La liberté de la presse*, écrit Lénine en 1918, *cesse d'être une hypocrisie, les imprimeries et le papier étant enlevés à la bourgeoisie. Il en est de même des meilleurs édifices, des palais, des hôtels particuliers, des maisons seigneuriales, etc. Le pouvoir soviétique a d'un coup enlevé par milliers les meilleurs de ces immeubles aux exploiteurs ; et c'est ainsi qu'il a rendu* un million de fois *plus "démocratique" le droit de réunion pour les masses, celui-là même sans lequel la démocratie est un leurre.»*

D'ailleurs les travailleurs de notre pays savent, même s'ils n'ont pas l'expérience de la dictature du prolétariat, que dans une grève, dans une occupation, dans une manifestation, il est nécessaire d'exercer la violence contre la bourgeoisie : même au niveau le plus élémentaire, celui des piquets de grève ou de l'occupation de l'entreprise, il s'agit déjà d'une violence de classe qui n'est possible que parce que la masse des travailleurs en comprend la nécessité. D'ailleurs le patronat ne manque jamais alors de crier à la «dictature», il parle même de viol de la «liberté du travail», c'est-à-dire de sa propre liberté d'exploiter.

Eh bien la dictature du prolétariat c'est à l'échelle de tout un pays et au niveau le plus élevé la violence de classe et de masse contre la bourgeoisie : elle n'est possible que parce que les larges masses en comprennent la nécessité et elle s'accompagne donc d'une «démocratie» incomparable, jamais connue dans l'Histoire pour les exploités et les opprimés. Cela c'est le B.A.-BA du marxisme-léninisme.

Georges Marchais et sa clique le savent, mais c'est délibérément qu'ils le rejettent : abandonnant le point de vue de la classe ouvrière, ils se placent du point de vue de la bourgeoisie. Car qui a intérêt à endormir les exploités en leur faisant croire que la violence de classe la plus ferme ne sera pas nécessaire pour exproprier les exploiteurs ? Qui sinon les exploiteurs eux-mêmes. Il nous faut citer ici encore Lénine, car Lénine en grand dirigeant révolutionnaire prolétarien a consacré l'essentiel de son œuvre à éduquer le prolétariat précisément sur la nécessité de la révolution violente et sur celle de la dictature du prolétariat. Voici ce qu'il disait : *«... Lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploiteurs, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécré des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution ,en général et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et de millions d'exemples d'hésitations et de passages d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de «se manifester» dans une révolution aussi profonde. Et ils* ne peuvent *manquer de «se manifester» autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infâmies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et IL FAUT UNE MAIN DE FER.»*

Voilà ce que disait Lénine, quel ouvrier croira qu'aujourd'hui les exploiteurs ne tenteraient pas de renverser «le pouvoir exécré des pauvres» et accepteraient tout bonnement de perdre leurs privilèges «en douceur» ?

Dans la «plus rose» des démocraties bourgeoises, les capitalistes ont tous les droits lorsqu'il s'agit de protéger leurs profits : les ouvriers ont le droit d'être jetés au chômage ; mais qu'ils s'organisent et qu'ils refusent ce chômage et on leur envoie des bandes armées, CRS ou autres gardes mobiles : forcer la majorité de la population, les exploités, à subir la loi de la minorité, les exploiteurs, qu'est-ce que c'est sinon une dictature de classe réactionnaire.

Prenons un autre exemple : il y a actuellement plus de 2 000 ouvriers tués dans des «accidents» du travail chaque année en France, soit plus de 7 ouvriers par jour, par suite des mauvaises conditions de travail, des cadences, des règlements de sécurité pas respectés, etc. Il y a un nombre difficilement chiffrable d'ouvriers tués lentement par suite de maladies professionnelles : y a-t-il plus barbare dictature que celle qui défend le droit pour une minorité de tuer légalement à une si grande échelle et dans le seul but d'accumuler des profits maximum ?

Car même s'il y a des différences de forme que le prolétariat révolutionnaire ne doit pas manquer d'utiliser entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, le fond est le même : «libertés démocratiques» surveillées et limitées dans un cas, dictature terroriste ouverte de l'autre, mais dans les deux cas, dictature d'une minorité sur la majorité.

Et Georges Marchais voudrait convaincre la classe ouvrière de renoncer à la dictature de la majorité sur la minorité.

Demain : l'expérience historique de la Commune de Paris

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle N.o 750757575 Dépôt légal : 4e trimestre 1975